

Editorial

Depuis l'automne 2002, la nouvelle majorité gouvernementale a fait preuve de beaucoup d'activité de communication dans le domaine du développement durable : dans la foulée du discours de Jacques Chirac à Johannesburg «la maison brûle et nous regardons ailleurs», la mise en place d'un Comité interministériel du développement durable, d'un Conseil national du Développement Durable, la rédaction d'une charte de l'environnement adossée à la Constitution de la République, la publication d'une Stratégie Nationale du Développement Durable, l'annonce par Jean-Pierre Raffarin et la tenue sous la houlette du Ministère de l'Industrie d'un «débat national sur les énergies»... une activité politico-médiatique gouvernementale intense dans un domaine où la majorité précédente était restée bien discrète.

On aimerait bien pouvoir s'en réjouir sans arrière-pensées. Mais les six derniers mois ont malheureusement mis aussi en relief les limites de toute cette agitation, avec par exemple la sortie d'une Stratégie Nationale du Développement Durable, recueil de déclarations de bonnes intentions sans décisions concrètes autres que l'engagement à appliquer des directives européennes, l'emprisonnement brutal de José Bové, ou la démission de la majorité des membres et du président de la Commission Française du Développement Durable.

Alors qu'un tel événement, rarissime en France, aurait pu être l'occasion d'une vraie discussion publique citoyenne, la façon dont il a été annoncé, organisé et s'est déroulé a engendré une déception considérable :

- Annoncé par Jean-Pierre Raffarin dans des termes qui ne laissaient guère de doutes sur l'issue du débat,
- Organisé sous le contrôle très strict de la Direction Générale de l'Energie et des Matières Premières du Ministère de l'Industrie, bien plus comme une opération de communication et de pédagogie gouvernementale que comme un véritable débat, malgré la mise en place d'un «Comité des Sages» qui semble avoir disparu en cours de route et d'un Comité de pilotage «pluraliste» que la plupart des ONG ont été amenés à quitter devant l'impossibilité à s'y faire entendre,
- Qui s'est tenu sous la forme de rencontres, des «tables rondes» où l'on voyait se succéder des prises de paroles d'une longue série d'intervenants, trop nombreux pour pouvoir dépasser les déclarations convenues, sans organisation d'une véritable discussion des thèses en présence, sans temps de dialogue suffisant avec les participants,
- Avec une séance de synthèse surréaliste, de deux heures à peine au lieu des deux journées prévues initialement, sous la forme d'une sorte de jeu télévisé questions-réponses, encadré de discours ministériels. Questions soigneusement préparées, non par les journalistes animateurs du show, mais par le Ministère de l'Industrie, questions pré-attribuées aux quinze «personnalités» interrogées sommées de répondre chaque fois en moins d'une minute...

Encore une chance qu'une «fuite» ait permis, deux jours avant cette séance, de dévoiler et modifier la question finale, point d'orgue du débat proposé, et rédigée initialement sous la forme suivante :

Pourquoi faut-il lancer aujourd'hui la construction d'un démonstrateur EPR ? devait demander ingénument Michel Field à un interlocuteur bien choisi.

Quant à la proposition de la CFDD d'organiser, à l'issue de différents débats et avant la saisine du Parlement, une conférence de citoyens intitulée «Energie, quelles responsabilités pour un monde habitable ?»

dont les résultats auraient apporté un éclairage citoyen au débat parlementaire, elle a été jugée inutile par la Secrétaire d'Etat au Développement Durable, au prétexte que le Ministère de l'Industrie avait déjà organisé ce débat.

Pas de quoi donc vraiment se féliciter comme l'a fait Nicole Fontaine dans son discours de clôture *du grand dialogue démocratique inédit jusqu'à ce jour* et qui ajoutait : *je me réjouis donc que cette expérience de démocratie participative ait tenu toutes ses promesses et répondu aux exigences que nous nous étions fixées et que je rappelle pour mémoire : pluralisme, ouverture, transparence, qualité, sérénité !*

Finalement, l'aspect de loin le plus positif de ce débat a été le discours inaugural de Jean-Pierre Raffarin qui a martelé avec vigueur la nécessité impérieuse de la maîtrise des consommations d'énergie comme fondement même d'une politique de l'énergie. C'est un élément aujourd'hui incontesté et qui ne pourra pas ne pas être au centre de la prochaine loi d'orientation.

Et puis ce débat, tout tronqué qu'il ait été, a donné l'occasion à toute une série d'associations, d'ONG, d'institutions, d'organiser, en partenariat ou en parallèle de ce débat national, une série de manifestations beaucoup plus ouvertes que le débat officiel.

C'est en particulier le cas du «Vrai débat» dont l'idée remonte à novembre 2002, organisé par plusieurs associations d'environnement (Amis de la Terre, Agir pour l'Environnement, France Nature Environnement, Greenpeace, Réseau Action Climat, Réseau Sortir du Nucléaire, WWF).

Cette série de colloques dont le premier a eu lieu à Paris le 25 février avant même l'ouverture du débat officiel, avait pour ambition une discussion approfondie sur les politiques énergétiques alternatives, avec un accent particulier sur l'expérience de nos voisins européens. Au contraire des séances du débat officiel, le nombre d'orateurs de chaque colloque était volontairement restreint à 3 ou 4 par journée. Après chaque exposé, une longue discussion avec la salle laissait tout le temps d'approfondir les questions en suspens, de répondre aux critiques et aux interrogations des participants.

C'est en particulier pour ces participants, mais bien entendu aussi pour les participants au débat national que Global Chance avait préparé le «petit mémento énergétique» (cahier spécial de Global Chance). Ce mémento a été largement diffusé dans les différents colloques du «Vrai débat»¹.

En partenariat avec le «Vrai débat», Global Chance et l'association amie «négaWatt» ont décidé d'organiser le 25 avril dernier au palais du Luxembourg une journée «Une autre politique énergétique est possible» consacrée à la discussion d'alternatives énergétiques à la politique française actuelle en adoptant une démarche analogue à celle du «Vrai débat» : quelques exposés d'experts, des discussions approfondies avec la salle, une table ronde finale sur la future loi d'orientation.

Le succès de cette initiative et la richesse des débats qui s'y sont déroulés nous ont conduit à rassembler dans le présent numéro des «Cahiers de Global Chance» les actes complets de cette journée.

Nous y avons inséré, à titre d'exemple de l'intérêt des discussions qui se sont déroulées dans l'ensemble des colloques du «Vrai débat», l'intervention d'Olivier Deleuze, alors ministre de l'énergie belge, à la séance du 25 février qui s'est déroulée à la maison de la chimie².

Nous espérons vivement que ce numéro de Global Chance, en complément du «petit mémento énergétique», contribuera à fournir au lecteur les moyens de se faire une idée plus précise des véritables enjeux, des priorités et des moyens d'une politique énergétique responsable, équitable et compatible avec les exigences du développement durable.

Notes

Edito

- ¹ Il l'a malheureusement été beaucoup moins dans le cadre du débat national, ses animateurs ayant refusé toute participation financière aux frais de diffusion de ce document pour lui préférer les pubs plus ou moins déguisées mais gratuites d'entreprises comme Areva.
- ² On trouvera les actes complets de ce débat sur le site www.vrai-debat.org

L'Europe bouge

- ³ Dans la suite de cet article, les équivalences utilisées pour convertir l'électricité en énergies primaires sont les équivalences internationales maintenant adoptées par l'Observatoire de l'énergie du Ministère de l'Industrie.
- ⁴ On doit évidemment tenir compte de l'effet de la réunification : l'intensité énergétique de l'Allemagne de l'Est était très élevée et a considérablement baissé. Cependant l'amélioration de l'efficacité énergétique s'est poursuivie au-delà de cet effet particulier.
- ⁵ Voir ci-après l'article de Olivier Deleuze, Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable.
- ⁶ Dans une fourchette de 20 à 40 \$ le baril de pétrole et 3,2 à 6 \$ par BTU en 2050.

Scénario négaWatt

- ⁷ Milliards de kWh. Equivalence : 1 Mtep = 11,62 TWh en énergie finale (comptabilité internationale).
- ⁸ Et il est donc très différent du scénario 2020 dit « tendanciel » élaboré par la DGEMP.
- ⁹ Voir les 23 propositions du « Manifeste négaWatt » téléchargeable sur www.negawatt.org
- ¹⁰ On trouvera une liste détaillées des économies potentielles 2010-2020 par types d'équipement dans le document « La Maîtrise de la Demande d'Electricité » de l'association négaWatt (rédaction Olivier SIDLER), 25 avril 2003.
- ¹¹ Etude prospective de EPIA (European Photovoltaic Industry Association) et Greenpeace.
- ¹² « La prospective technologique des filières non nucléaires », Claverie, Clément, Girard, 2000.
- ¹³ Le « Livre Blanc » réalisé récemment en Royaume-Uni y recourt de façon plus beaucoup plus intensive.
- ¹⁴ Source : ADEME, « Les enjeux renouvelables du débat sur les énergies », 2002.
- ¹⁵ 367 TWh d'électricité finale + 49 TWh d'autoconsommations d'électricité et pertes réseau.

Transports

- ¹⁶ La consommation de pétrole par le transport a augmenté de 70% entre 1973 et 2000.

Chaleur

- ¹⁷ Association Négawatt, association loi 1901 : <http://www.negawatt.org>
- ¹⁸ Selon Amory Lovins, fondateur du Rocky Mountain Institute : <http://www.rmi.org>
- ¹⁹ Sources : Observatoire de l'Energie, Direction Générale de l'Energie et des Matières Premières (DGEMP), Agence Internationale de l'Energie.

Une loi d'orientation ?

- ²⁰ CLER : Comité de Liaison des Energies Renouvelables.